



Commission des finances

Distr. limitée
2 juin 2014
Français
Original : anglais

Vingtième session
Kingston (Jamaïque)
14-25 juillet 2014

Application des Normes comptables internationales pour le secteur public

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. Le présent rapport a été établi pour actualiser le document [ISBA/18/FC/3](#), qui a été examiné par la Commission des finances à la dix-huitième session de l'Autorité internationale des fonds marins, à la suite de quoi la Commission a demandé que la question lui soit à nouveau présentée à la vingtième session en juillet 2014. Outre un examen des avantages et inconvénients que présente pour l'Autorité l'adoption des Normes comptables internationales pour le secteur public (normes IPSAS), notamment en ce qui concerne les incidences financières de l'adoption, le présent rapport comporte également un plan de mise en œuvre et décrit un certain nombre de mesures virtuellement sans incidences financières que l'Autorité a déjà prises en vue de l'adoption de ces normes.

II. Avantages des Normes comptables internationales pour le secteur public

2. L'adoption des normes IPSAS est considérée comme un élément majeur de la réforme du système des Nations Unies et elle continue d'être appuyée par les organes directeurs et les hauts responsables. Depuis 2006, les organismes des Nations Unies progressent dans la mise en conformité avec les exigences des normes IPSAS. Sur les 22 organismes étudiés, le Programme alimentaire mondial a été le premier à appliquer les normes en 2008, 8 ont adopté les normes à l'échéance initiale de 2010 (Organisation de l'aviation civile internationale, Organisation maritime internationale, Union internationale des télécommunications, Organisation panaméricaine de la santé, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et Organisation météorologique mondiale), 2 les ont appliquées en 2011 (Agence internationale de



l'énergie atomique et Union postale universelle), 9 l'ont fait en 2012 (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation internationale du Travail, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Programme des Nations Unies pour le développement, Fonds des Nations Unies pour la population, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, et Organisation mondiale de la Santé), et 2 les appliquent en 2014 (Organisation des Nations Unies et Organisation mondiale du tourisme).

3. La plupart des organismes des Nations Unies, ainsi que de nombreuses autorités du secteur public, y compris des gouvernements, ont déjà adopté les normes IPSAS. L'adoption des normes par l'Autorité pourrait donc aboutir à une plus grande cohérence des états financiers d'une période à l'autre et entre les organismes. On compte aussi les avantages suivants :

a) **Une amélioration du contrôle interne et une transparence accrue**, les normes jetant les bases d'un dispositif de contrôle interne et d'application du principe de responsabilité plus cohérent fondé sur les rôles des utilisateurs et d'une automatisation des procédures d'approbation et d'exécution des tâches;

b) **Une application plus rigoureuse du principe de responsabilité**. En effet, l'adoption des normes IPSAS permettra à l'Autorité de fournir un aperçu exhaustif et exact de ses activités et de ses résultats ainsi que d'adopter la méthode de comptabilité d'exercice intégrale, principe fondamental de ces normes;

c) **Une transparence accrue concernant les passifs et l'utilisation des ressources financières**, grâce notamment à l'application de la norme IPSAS 1 (Présentation des états financiers) qui exige que les états financiers comprennent un état des variations de l'actif net ou de la situation nette;

d) **Une amélioration de la gestion et de la planification**, facilitée par des estimations plus précises des recettes et dépenses et une description plus complète des actifs et des passifs;

e) **Un renforcement de l'appui à la gestion axée sur les résultats**, grâce à la fourniture d'informations plus détaillées sur les coûts et les recettes;

f) **La mise en place de processus optimisés et automatisés**, ce qui améliorera l'efficacité et l'efficience de l'exécution des tâches et facilitera le perfectionnement du personnel;

g) **Le perfectionnement du personnel**, l'accent étant mis sur les activités de formation et d'apprentissage lors de la mise en application des normes. Les utilisateurs seront amenés à adopter des pratiques optimales, à instituer des collaborations interservices et à comprendre l'importance de la qualité des données dans l'ensemble de l'Autorité.

III. Incidences financières

4. La principale difficulté que pose l'application des normes IPSAS est qu'elle implique d'importants coûts initiaux afférents à l'achat de nouveaux logiciels, à la mise en place de nouveaux systèmes de gestion et à la formation. Il s'agit essentiellement de dépenses non renouvelables, qui peuvent être compensées par des

gains d'efficacité et de transparence dans les procédures comptables. En effet, les dépenses récurrentes relatives aux normes IPSAS sont modestes.

5. Les dépenses initiales afférentes à l'adoption et à la mise en application des normes IPSAS sont estimées à 120 000 dollars des États-Unis pour l'exercice 2015-2016. On trouvera à l'annexe au présent rapport la ventilation de ces dépenses. La plus grosse part des dépenses a trait à la mise en service d'un progiciel de gestion intégré, y compris l'achat de logiciels et les activités de formation et services de consultants connexes, dont le montant s'élève à plus de 89 000 dollars des États-Unis (74 % des dépenses de mise en application). L'acquisition d'un progiciel de gestion intégré est incontournable, car il faudra un moyen d'intégrer les données des services des achats, des finances et des ressources humaines (au minimum) pour appliquer les normes.

6. Les dépenses courantes et renouvelables afférentes aux normes IPSAS sont estimées à 7 500 dollars par an, correspondant au montant de la cotisation versée par l'Autorité en tant que membre du projet IPSAS mis en place par le Groupe de travail des Normes comptables dans l'ensemble du système des Nations Unies.

IV. Plan d'adoption

7. L'objectif est de parvenir à ce que les premiers états financiers établis selon les normes IPSAS soient ceux de l'année se terminant le 31 décembre 2016. Les conventions comptables de l'Autorité, ses pratiques de fonctionnement et son dispositif de communication financière devront donc être mis en conformité aux normes IPSAS d'ici à cette date. Pour y parvenir, il faudra suivre le plan en cinq étapes ci-après :

a) **Conventions comptables conformes aux normes IPSAS.** Les normes IPSAS pertinentes devront être adaptées à la situation de l'Autorité et il faudra en évaluer l'incidence probable sur les activités de celle-ci. On pourra ensuite arrêter de nouvelles conventions comptables conformes aux normes IPSAS et mettre au point des plans de transition pour leur application, accompagnés des directives et procédures nécessaires. Il faudra pour cela faire appel à un consultant externe. Il est prévu que cette phase dure du 1^{er} octobre au 31 décembre 2014;

b) **Besoins opérationnels.** Une fois les conventions comptables arrêtées, la prochaine étape consistera à assurer une coordination avec les différents services utilisateurs pour veiller à ce que les pratiques et processus de fonctionnement existants ne présentent pas d'obstacle à la mise en application des normes. En outre, les supports de communication et de formation de base servant à appuyer la mise en œuvre des nouveaux processus seront produits à ce stade. Il est prévu que cette phase dure du 1^{er} janvier au 31 mars 2015;

c) **Transition.** Un plan de transition sera défini afin de garantir que des mesures seront prises pour établir avec exactitude les soldes d'ouverture et définir les grandes lignes des processus de collecte de données et de nettoyage, ce qui permettra d'assurer une transition aussi ordonnée que possible vers les nouveaux processus et procédures. Cette phase devrait commencer le 1^{er} avril 2015 et se terminer le 30 juin 2015;

d) **Modifications des systèmes.** Il conviendra ensuite de s'assurer que les systèmes informatiques de l'Autorité fournissent les informations nécessaires pour

l'application des normes IPSAS. Toutes les modifications à apporter aux systèmes informatiques seront décrites dans les spécifications techniques, qui seront examinées par des groupes d'utilisateurs et approuvées par des groupes de travail. Cette phase devrait se dérouler du 1^{er} juillet 2015 au 30 septembre 2015;

e) **Formation, basculement des systèmes et mise en service.** La mise en application des normes IPSAS concernera plusieurs domaines d'activité de l'Autorité, pas uniquement les finances et la comptabilité. La fourniture d'un appui efficace pour tous ces changements sera un des éléments déterminants de la réussite de l'adoption des normes. Il comprendra la formation des membres du personnel et la fourniture de directives à leur intention, une communication fréquente avec toutes les parties prenantes sur la stratégie pour l'adoption des normes et les progrès accomplis en la matière, ainsi qu'un suivi régulier avec chaque responsable pour faire face à tout problème survenant au cours du processus. Cette dernière phase devrait se dérouler du 1^{er} octobre 2015 au 31 décembre 2015.

V. Mesures prises par l'Autorité internationale des fonds marins pour préparer l'adoption des Normes comptables internationales pour le secteur public d'ici à janvier 2015

8. Pour préparer l'adoption des normes IPSAS par l'Autorité internationale des fonds marins, son secrétariat a pris les mesures suivantes qui n'ont entraîné pratiquement aucun frais supplémentaire :

a) Participation du fonctionnaire des finances, le 10 avril 2013, à la vidéoconférence du Groupe de travail des Normes comptables qui a porté entre autres sur les sujets suivants :

i) Une discussion concernant les organismes ayant effectué la mise en application en 2012 et ceux prévoyant de le faire en 2014, portant sur les problèmes particuliers rencontrés au stade de la mise en application ou relevés par les vérificateurs externes des comptes, et sur les solutions trouvées;

ii) Les observations que le Groupe de travail des Normes comptables prévoyait de soumettre au Conseil des Normes comptables internationales pour le secteur public en réponse à l'exposé-sondage intitulé « Conceptual Framework for General Purpose Financial Reporting by Public Sector Entities: Elements and Recognition in Financial Statements » (Cadre conceptuel de l'information financière à usage général destiné aux entités du secteur public: éléments et méthodes de comptabilisation dans les états financiers);

b) Participation du fonctionnaire des finances à la réunion du Groupe de travail des Normes comptables qui s'est tenue du 30 septembre au 2 octobre 2013 à Genève, au cours de laquelle les sujets suivants ont notamment été abordés au cours d'exposés présentés par les organismes chefs de file de groupes de discussion :

i) Constatation des produits des opérations sans contrepartie directe;

ii) Boîte à outils pour la Déclaration relative au contrôle interne;

iii) Les stocks et les immobilisations corporelles;

iv) Avantages et coûts de l'application des normes IPSAS.

c) Constitution par le fonctionnaire des finances en mars 2013 d'une base de données sur les biens durables, sous forme de tableur Excel, pour permettre au Groupe de la gestion des biens de procéder à l'évaluation de l'ensemble des avoirs de l'Autorité. Dans cette base de données seront enregistrées pour chaque bien durable les informations indiquées en en-tête de colonne dans le tableau ci-après :

<i>Unité administrative</i>	<i>Type de bien</i>	<i>Numéro de série</i>	<i>Description</i>	<i>Emplacement</i>	<i>Date d'achat</i>	<i>Valeur en dollars É.-U.</i>	<i>Observations</i>
---------------------------------	-------------------------	----------------------------	--------------------	--------------------	-------------------------	------------------------------------	---------------------

9. Le Groupe de la gestion des biens a commencé à alimenter la base de données sur les biens durables avec les données dont il dispose, en prévision de l'adoption imminente des normes IPSAS par l'Autorité.

VI. Recommandation

10. La Commission des finances est invitée à prendre note :

a) Des avantages que présente l'adoption des normes IPSAS pour l'Autorité;

b) Des incidences financières de l'application des normes conformément au plan de mise en application décrit ci-dessus.

Annexe

Estimation des incidences financières de l'adoption des Normes comptables internationales pour le secteur public par l'Autorité internationale des fonds marins au cours de l'exercice 2014-2016

<i>Activité</i>	<i>Coût estimatif (dollars É.-U.)</i>
Services de consultants pour l'élaboration de règles et procédures comptables conformes aux normes IPSAS	10 000
Achat de logiciels	59 000
Services spécialisés en rapport avec des logiciels	10 000
Serveurs bas de gamme	20 000
Évaluation des actifs	5 000
Formation du personnel à l'utilisation de logiciels et aux questions liées à la mise en application des normes IPSAS	6 000
Marge pour imprévus	10 000
Total	120 000